

Clepe
Mairie d'Aix

57 me d'Italie.

M^{es} J. AVRIL, J. CHRISTOLOMME et P. GALLAY

NOTAIRES ASSOCIÉS

Société Titulaire d'un Office Notarial

13500 MARTIGUES

24RE 63 Cenhoud

22164	Dépôt n° 9D4710. Enregistré et Publié au
230	1er Bureau des Hypothèques d'AIX-en-PROVENCE
	Le 02 MARS 1989. Vol 99 P N° 2259.
22394	Inçu: df/n° 193 <i>vingt deux mille</i> <i>trois cent quatre vingt</i> Le Conservateur <i>quatre</i> <i>ps</i>

Rep. n° 193
Droit de timbre payé sur état 10
Autorisation N° 4 du 18 Mai 1982

1

V E N T E

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT NEUF
ET LE DEUX FEVRIER
A AIX EN PROVENCE, 19, rue Jacques de la Roque
Maître Patrice GALLAY, notaire associé de la société civile
professionnelle "Joseph AVRIL, Jean CHRISTOLOMME, et Patrice GALLAY,
notaires associés" société titulaire d'un office notarial à la
résidence de MARTIGUES (Bouches du Rhône), soussigné,
A reçu le présent acte authentique à la requête des personnes
ci-après identifiées.

IDENTIFICATION DES PARTIES

Madame HERRENG Yvonne Jeanne Germaine, retraitée, demeurant à 13100
AIX EN PROVENCE, 39, cours Mirabeau,
Née à 59270 METEREN, le 24 novembre 1932
Divorcée en uniques noces de Monsieur DERNAUCOURT Roger suivant
jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance d'AIX EN
PROVENCE, le 26 novembre 1979.
De nationalité Française.

Ci-après dénommée par abréviation "LE VENDEUR",
LEQUEL a, par ces présentes vendu, en s'obligeant à toutes les
garanties ordinaires et de droit en pareille matière à :
Madame PONT Catherine Marcelle Vivette, vacataire université,
demeurant à 13100 AIX EN PROVENCE, 3, rue Goyrand,
Née à 26000 VALENCE, le 27 juillet 1940
Epouse de Monsieur TARRIT Yves Hubert,
Avec lequel elle est mariée sous le régime de la séparation de
biens suivant contrat de mariage reçu par Maître Maître PASCAL,
notaire à AIX EN PROVENCE, le 12 juin 1964, préalablement à
leur union célébrée à la mairie de 13300 SALON DE PROVENCE, le
20 juin 1964.
Lequel régime matrimonial n'a pas été modifié depuis.
De nationalité Française.

Ci-après dénommée par abréviation "L'ACQUEREUR" faisant la présente
acquisition pour son compte personnel.

PRESENCE ET REPRESENTATION

Toutes les personnes ci-dessus identifiées sont présentes et acceptent.

L'immeuble dont la désignation suit.

DESIGNATION

Dans un immeuble collectif, sis sur le territoire de la commune de AIX EN PROVENCE (13100) 51, rue d'Italie.

Figurant au cadastre rénové de ladite commune de la manière suivante :

Section AH N° 124, lieudit 51, rue d'Italie pour une contenance de 1 ares 63 centiares

Savoir :

LE LOT No : QUATORZE

- Soit Un water closet situé entre les troisième et quatrième étages, tel que figuré sur un plan annexé au règlement de copropriété
- Avec les 3/1 000èmes de la propriété du sol et des parties communes de l'immeuble indivis des parties et choses communes.

LE LOT No : QUINZE

- Soit Un appartement situé au quatrième étage composé d'un couloir, d'une pièce donnant sur une verrière, et d'une d'autre pièce donnant sur la toiture de l'immeuble
- Avec les 47/1 000èmes de la propriété du sol et des parties communes de l'immeuble indivis des parties et choses communes.

Tel au surplus que lesdites parties divisées et indivises existent, s'étendent, se poursuivent et comportent actuellement, avec toutes aisances, appartenances, et dépendances sans aucune exception ni réserve.

REGLEMENT DE COPROPRIETE -ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Le Règlement de copropriété contenant l'état descriptif de division a été établi par acte reçu par Me Maître FOSSE, lors notaire à AIX EN PROVENCE, le 13 juin 1973, publié au premier bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 10 juillet 1973, vol. 947 n° 11..

Cet acte ne semble pas avoir été modifié depuis.

COPROPRIETE - SYNDIC

L'acquéreur déclare avoir pris connaissance dès avant ce jour du règlement de copropriété et des ses modificatifs éventuels, sus-énoncés, et reconnaît être en possession d'un exemplaire de ces actes.

Il en exécutera toutes les charges et conditions qui résulteront de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé contre le vendeur à ce sujet.

Spécialement l'acquéreur supportera à compter du jour de l'entrée en jouissance, sa quote-part dans les charges communes et dans les primes des assurances collectives telle qu'elle est fixée dans ledit règlement de copropriété.

Le vendeur déclare :

- Que le syndic de l'entier immeuble dont dépendent les biens et droits immobiliers présentement vendus est :

Mademoiselle ALBERT, demeurant à AIX EN PROVENCE, 51, rue d'Italie .

- Que dans l'immeuble dont il s'agit, il n'y a pas de travaux en cours ni décidés par une assemblée des copropriétaires, en dehors de ceux ci-dessous relatés, ainsi qu'il résulte de la note de renseignements préalable, demeurée ci-annexée aux présentes après mention, savoir :

Conformément aux prescriptions légales et réglementaires en vigueur, la présente vente sera notifiée au syndic de l'immeuble par les soins du notaire soussigné, et aux frais de l'acquéreur.

EFFET RELATIF

L'origine de propriété du bien immobilier présentement vendu est établie dans une note qui demeurera annexée aux présentes après mention.

Pour les besoins de la publicité foncière, il est ici indiqué que le vendeur est propriétaire desdits biens ainsi qu'il résulte :

- d'un acte reçu par maître Régis DAVID, notaire à AIX EN PROVENCE, le 30 avril 1980, publié au bureau des hypothèques de AIX EN PROVENCE 1er Bureau, le 16 juin 1981 sous le volume 4536 numéro 21.

NOTICE D'URBANISME

Il a été délivré le 25 janvier 1989 une notice d'urbanisme dont l'acquéreur déclare avoir pris une parfaite connaissance, tant par lui-même que par la lecture que lui en a faite le notaire soussigné, et les éclaircissements complémentaires que celui-ci lui a fournis sur la portée des conditions et servitudes d'urbanisme et autres limitations administratives au droit de propriété dont fait état ce document.

L'acquéreur s'oblige expressément à faire son affaire personnelle de l'exécution de ces charges et prescriptions, ainsi que du respect des servitudes publiques et autres limitations mentionnées dans ce document.

L'original de ce certificat demeurera annexé aux présentes après mention.

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

L'immeuble étant situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain, son aliénation donnait ouverture au droit de préemption institué par les articles L.211-1 et L.213-1 du Code de l'Urbanisme, car elle n'entraînait pas dans les prévisions d'exemption figurant aux articles L.211-4 et L.213-1 dudit Code.

En conséquence, la déclaration d'intention d'aliéner prescrite par l'article L.213-2 du Code de l'Urbanisme et établie conformément aux prescriptions de l'article R. 213-5 du même Code a été notifiée au Maire de la Commune de situation de l'immeuble par lettre recommandée dont une copie et l'avis de réception sont demeurés annexés aux présentes après mention.

Par lettre en date du 17 janvier 1989, dont l'original est demeuré annexé aux présentes, après mention, le titulaire du droit de préemption a notifié sa décision de renoncer à son droit.

La vente dudit immeuble peut donc, en vertu du premier alinéa de l'article L.213-8 du Code de l'Urbanisme, être réalisée au prix indiqué dans la déclaration d'intention d'aliéner.

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'acquéreur sera propriétaire des biens et droits immobiliers présentement vendus et compter de ce jour.

Il en aura la jouissance par la prise de possession réelle et effective, ledit immeuble étant libre de toute location, ou occupation quelconque, à compter du jour de l'acte.

CHARGES ET CONDITIONS

La présente vente est faite sous les charges, clauses et conditions ordinaires et de droit en pareille matière, et notamment sous celles suivantes, que l'acquéreur s'oblige à exécuter et accomplir, savoir :

1 - Il prendra les biens et droits immobiliers vendus tels qu'ils existent et se comportent actuellement sans pouvoir exercer aucun recours ni aucune répétition contre le vendeur pour quelque cause que ce soit, et notamment pour cause de réparations qu'il y aurait lieu de faire, vices du sol ou du sous-sol, cachés ou apparents, vétusté, servitudes, vices de construction, vues, mitoyenneté, défaut d'alignement,

d'entretien, de cloture, erreur dans la désignation ou dans la contenance, la différence de mesure en plus ou en moins, lors même qu'elle excéderait un/vingtième devant faire le profit ou la perte de l'acquéreur.

2 - Il jouira des servitudes actives et supportera celles passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant exister au profit ou à l'encontre des biens et droits immobiliers vendus, sauf à lui à profiter des unes et à se défendre des autres, à ses risques et périls, sans recours contre le vendeur, et sans que la présente clause puisse conférer à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait en vertu de titres réguliers non prescrits, ou de la Loi.

A cet égard, le vendeur déclare qu'il n'a crée ni laissé acquérir aucune servitude sur les biens et droits immobiliers présentement vendu, et, qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter :

- du plan d'urbanisme et d'aménagement de la commune dont dépendent les biens et droits immobiliers présentement vendus, dont l'acquéreur déclare avoir parfaite connaissance et faire son affaire personnelle, déchargeant le vendeur et le notaire soussigné de toute responsabilité à cet égard.

- de tous titres antérieurs et de la Loi,

- de la nature et de la situation des lieux.

- des règlements de copropriété, état descriptif de division et éventuellement de leurs modificatifs, ci-dessus visés.

3 - Il fera son affaire personnelle, de manière que le vendeur ne soit jamais inquiété à ce sujet, de l'exécution ou de la résiliation de tous abonnements et traités qui ont pu être passés par le vendeur ou les précédents propriétaires, notamment pour le service de l'eau, de l'électricité, du gaz le cas échéant, dans les biens et droits immobiliers vendus.

4 - Il acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance, toutes redevances et cotisations résultant des abonnements et marchés précités, ainsi que tous impôts, contributions, et autres charges grevant ou qui pourront grever les biens et droits immobiliers vendus.

S'agissant des impôts locaux, la taxe d'habitation sera acquittée en totalité par le vendeur, la Taxe foncière sera répartie "prorata temporis".

5 - Il fera son affaire personnelle, de manière que le vendeur ne soit jamais inquiété à ce sujet, et conformément à l'article 19 de la Loi du 18 Juillet 1930, de la continuation ou de la résiliation, à ses frais, des assurances contre l'incendie et autres risques contractés par le vendeur ou les précédents propriétaires. En cas de continuation desdites assurances, il en acquittera les primes et cotisations à compter du jour de l'entrée en jouissance ci-dessus fixé.

6 - Enfin, il paiera les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la suite et la conséquence.

PRIX

En outre la présente vente est consentie et acceptée moyennant prix principal de DEUX CENT TRENTE MILLE FRANCS.

Ci 230 000,00
Frs

=====

Lequel prix l'acquéreur a payé comptant ce jour et par la comptabilité du notaire soussigné,

Au vendeur qui le reconnaît et lui en consent bonne et valable quittance, définitive et sans réserve, avec désistements de tous droits de privilège et de l'action résolutoire.

DONT QUITTANCE

PUBLICITE FONCIERE

En application des articles 28 et 32 du décret n° 55-22 du 4 Janvier 1955, la présente vente sera publiée au Bureau des Hypothèques compétent, par les soins de Maître Patrice GALLAY, notaire associé soussigné, et aux frais de l'acquéreur de la manière et dans les délais prévus aux articles 33 et 34 du décret précité.

Et si lors de l'accomplissement de cette formalité ou postérieurement dans les délais prévus aux articles 2108, 2109 et 2111 du Code Civil, pour l'inscription des privilèges immobiliers spéciaux, existe ou survient des inscriptions grevant l'immeuble vendu du chef du vendeur ou des précédents propriétaires, le vendeur sera tenu de rapporter les mainlevées et certificats de radiation à ses frais, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite domicile ci-après élu.

DECLARATIONS D'ETAT CIVIL ET AUTRES

1 - Concernant le vendeur :

Le vendeur réitère comme étant exactes les déclarations faites tête des présentes sur son état civil;

Il déclare en outre :

- être de nationalité française, avoir la qualité de résident en France au sens de la réglementation actuelle des changes;
- n'être pas et n'avoir jamais été :
 - en état de faillite, cessation de paiement, de régleme judiciaire ou de liquidation de biens;
 - majeur en tutelle ou en curatelle;
 - tuteur de mineurs ou de majeurs en tutelle, ni chargé d'aucune fonction emportant hypothèque légale;
- et, d'une manière générale, qu'il n'existe de son chef aucun obstacle légal ou contractuel à la libre disposition des biens vendus.

2 - Concernant les biens vendus :

Le vendeur déclare que les biens immobiliers vendus n'ont jamais fait l'objet d'aucune réquisition ou préavis de réquisition et qu'ils ne sont grevés d'aucun privilège immobilier spécial et d'aucune hypothèque conventionnelle légale ou judiciaire.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

En vue de bénéficier du tarif réduit prévu par l'article 710 du Code Général des Impôts, les parties précisent :

Que la présente mutation entre dans le champ d'application des droits d'enregistrement, les parties d'immeubles en constituant l'objet étant achevées depuis plus de cinq ans.

A cet égard, l'acquéreur déclare :

- qu'il prend l'engagement de ne pas affecter à un autre usage que celui d'habitation, pendant une durée minimale de trois ans à compter de ce jour, la totalité de la fraction d'immeuble acquise ;
- et que le tarif réduit est applicable à la totalité du prix, la fraction d'immeuble acquise dépendant d'un immeuble collectif dont les constructions couvrent, avec leurs cours et jardins, la totalité du terrain sur lequel elles sont édifiées.

DECLARATIONS FISCALES

Le vendeur mentionne, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 76-1240 du 29 Juillet 1976, portant imposition des plus values :

- que son domicile réel est celui indiqué en tête des présentes,
- qu'il dépend pour sa déclaration de revenus du service des impôts de AIX EN PROVENCE Sud 13626 AIX EN PROVENVE, avenue de la Cible.
- que le bien présentement vendu était, lors de son acquisition, d'une valeur de 110 000,00 Frs.

TITRES

Il ne sera fait remise d'aucun ancien titre de propriété à l'acquéreur qui demeure subrogé dans tous les droits du vendeur pour se faire délivrer, à ses frais, tous extraits ou expéditions d'actes qu'il appartiendra.

DOMICILE

Pour l'exécution de la présente mutation et de ses suites, les parties déclarent faire élection de domicile en l'étude du notaire soussigné.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix; elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

En outre le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre lettre contenant augmentation de prix.

DROIT DE PREMPTION DU TRESOR

Les parties reconnaissent avoir été avisé par le notaire soussigné des dispositions de l'article 668 du code général des impôts, instituant au profit du trésor public, un droit de préemption sur les immeubles dont le prix de vente est estimé insuffisant.

DONT ACTE établi sur huit pages

Fait et passé à AIX EN PROVENCE, 19, rue Jacques de la Roque
Aux date et lieu indiqués en tête des présentes,

Et, après que lecture leur en ait été faite, les parties, ont signé le présent acte avec le notaire soussigné.

SUIVENT LES SIGNATURES : Mme HERRENG, Mme PONT ép. TARRIT et M. P.GALLAY notaire associé soussigné.

TENEUR DE L'ANNEXE

NOTE

ORIGINE DE PROPRIETE

Les biens et droits immobiliers objet des présentes apartiennent au vendeur par suite de l'acquisition qu'il en a faite de monsieur Pierre André PERRIN, né à PARIS (15^e) le 13 octobre 1927, et madame Bernadette Jeanne Anne Marie LECADRE, son épouse, née à PARIS (14^{ème}) le 27 juin 1936, demeurant ensemble à MARSEILLE,

Aux termes d'un acte reçu par maître DAVID, notaire à AIX EN PROVENCE, le 30 avril 1980.

Cette vente a eu lieu moyennant le prix principal de 1-10 000.00 francs qui a été payé comptant et quittancé dans l'acte.

Une expédition de cet acte a été publiée au 1^{er} bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 16 juin 1981, vol. 4536 n° 21.

ORIGINE ANTERIEURE

Les biens et droits immobiliers vendus dépendent de la communauté de biens existant entre Monsieur PERRIN Pierre André et Madame LECADRE Bernadette Jeanne Anne Marie, par suite de l'acquisition qu'ils en ont faite au cours et pour le compte de cette communauté, aux termes d'un acte établi par Maître RENUCCI, lors notaire à MARSEILLE, le 19 JANVIER 1979, de :

Monsieur BALEKDJIAN Jean Pierre, Agent Technique, et Madame CASSARD Yolande Marie Cécile, Secrétaire, son épouse, demeurant ensemble à RIANS (Var), Centre d'Exploitation du Canal de Provence,

Moyennant le prix de CENT CINQ MILLE FRANCS (105.000,00 Frs) qui a été payé comptant et quittancé en l'acte.

Audit acte, les vendeurs avaient déclaré qu'ils étaient nés respectivement à GARDANNE (Bouches du

Rhône) le 18 OCTOBRE 1941 et à ARC LES GRAY le 16 NOVEMBRE 1939.

Ou'il n'existait de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des biens vendus.

Une expédition de cet acte a été publiée au 1er bureau des hypothèques d' AIX EN PROVENCE, le 12 MARS 1979 Vol 3767 N°7, l'état délivré le même jour sur cette formalité n'a pas été représenté au notaire soussigné.

ORIGINE ANTERIEURE

Ces mêmes biens et droits immobiliers appartenant à Monsieur et Madame BALEKDJIAN comme dépendant de la communauté de biens meubles et acquêts existant entr'eux à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la mairie de PUTEAUX (Hauts de Seine), le 3 MARS 1962, par suite de l'acquisition qu'ils en avaient faite au cours et pour le compte de cette communauté aux termes d'un acte établi le 1er MARS 1974 par ledit Maître FOSSE, de :

Monsieur ROYERE Max Alphonse, Agent Immobilier, demeurant à AIX EN PROVENCE, 7 Boulevard Charrier,

Moyennant le prix de QUARANTE MILLE FRANCS (40.000,00 Frs) qui a été payé comptant aux termes du dit acte qui en contient quittance, à concurrence de TRENTE DEUX MILLE FRANCS (32.000,00 Frs) au moyen d'un prêt qui leur avait été consenti par COMPAGNIE FRANCAISE D'EPARGNE ET DE CREDIT et l'UNION DE CREDIT POUR LE BATIMENT, et à concurrence de HUIT MILLE FRANCS (8.000,00 Frs) au moyen de leurs deniers personnels.

Audit acte, les vendeurs ont déclaré qu'il n'existait de leur chef aucun obstacle d'ordre légal ou contractuel à la libre disposition des biens vendus.

Une expédition de cet acte a été publiée au 1er bureau des hypothèques d'AIX EN PROVENCE, le 8 AVRIL 1974 Vol 1325 N°12, avec inscription de privilège de vendeur en date du même jour Vol 66bis N°55.

PLUS ANTERIEUREMENT

Pour l'origine de propriété plus antérieure, les parties déclarent vouloir s'en référer purement et simplement à celle contenue au règlement de co propriété sus visé.

POUR EXPEDITION COLLATIONNEE ET DELIVREE
SUR DIX PAGES CONTENANT NI RENVOI NI



☐ d'hypothèque
☒ SAISIES
☒ DOCUMENTS
pour les
dans le cas d'un
documents publi

IV - PÉRIODE

Formalités in

— depuis
pour le

— depuis

V - DÉSIGNATION

1 HERRENG

2

3

VI - DÉSIGNATION

Com

1 AIX EN

2

3

4

5

(1) Uniquement d

VII - FORMALITÉS

— l
— E

Le demandeur requiert M. le Conservateur des hypothèques de lui délivrer un **EXTRAIT** des formalités détaillées ci-dessous sur les personnes et/ou les immeubles désignés aux cadres V et VI.

III - NATURE DES RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS

- ☒ INSCRIPTIONS de privilèges ou d'hypothèques subsistantes.
- ☒ SAISIES en cours.
- ☒ DOCUMENTS PUBLIÉS A CARACTÈRE NON ACQUISITIF pour les personnes identifiées sur la demande.
- ☐ DOCUMENTS PUBLIÉS A CARACTÈRE ACQUISITIF pour les personnes identifiées sur la demande.
- ☐ DERNIÈRE FORMALITÉ INSCRITE OU PUBLIÉE dans le cas d'une demande portant uniquement sur des immeubles (cadre VI).

* dans le cas d'une demande portant uniquement sur des immeubles (cadre VI), ce sont tous les documents publiés qui sont délivrés dans la mesure où ils entrent dans la période de certification.

IV - PÉRIODE DE CERTIFICATION

POINT DE DÉPART

Formalités intervenues ou publiées

- depuis le 1-01-56 (ou la date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur des immeubles)

— depuis le [] [] [] [] [] [] [] [] [] []

TERME

- jusqu'à la date de signature de la présente demande, inclusivement (hors formalité) ou

jusqu'au [] [] [] [] [] [] [] [] [] [] , inclusivement.

- jusqu'à la date de la formalité énoncée, inclusivement (sur formalité)

V - DÉSIGNATION DES PERSONNES

(Toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité du conservateur - décret du 4 janvier 1955, art. 9 - décret du 14 octobre 1955, art. 35-2, § 2)

Nom (ou dénomination)	Prénoms (ou autres éléments relatifs aux personnes morales - 1 ^{re} alinéa de l'art. 6 du décret du 4 janvier 1955)	Date et lieu de naissance
1 HERRENG	Yvonne Jeanne Germaine	METEREN (59270) le 24.11.1932
2		
3		

VI - DÉSIGNATION DES IMMEUBLES

(Toute erreur dans la désignation des immeubles dégage la responsabilité du conservateur - décret du 4 janvier 1955, art. 9)

Commune	Références cadastrales		N° du lot-volume (1)	N° du lot	Rue et numéro
	Section	Numéro de plan			
1 AIX EN PROVENCE	AH	124		14	51, rue d'Italie
2				15	
3					
4					
5					

(1) Uniquement dans le cas d'une copropriété inscrite dans une propriété en volume.

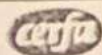
VII - FORMALITES EXCLUES

- Inscriptions ou publication simultanément requises, actes et jugements énoncés par leurs références de publication dans les bordereaux ou le document déposés en même temps que la présente demande (demandes sur formalité uniquement).

— Formalités suivantes : nature : [] date : [] vol : [] n° : []
nature : [] date : [] vol : [] n° : []
nature : [] date : [] vol : [] n° : []

Au cas où le nombre de personnes serait supérieur à 3 et le nombre d'immeubles supérieur à 5, utiliser une ou plusieurs demandes complémentaires (Imprimé n° 3234).

Mentionner le nombre de demandes complémentaires dans la case ci contre []



N° 30.1654
FORMULAIRE OBLIGATOIRE
Créé par l'arr. 29 du décret du 14 octobre 1955

demande de renseignements sommaires urgents

(pour la période postérieure au 31 décembre 1955)

- ☐ hors formalité
ou
☒ sur formalité : désignation de la formalité ou de l'opération juridique :

VENTE HERRENG Yvonne à PONT dp. TARRIT

du 02/02/89

Formalité du

Vol 892 n° 2259

Demande n° 922280
Déposée le
État délivré le 11 MAI 1989
N° d'affaire 4025
N° d'usage

I. IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

OFFICE NOTARIAL

M "Le Bateau Blanc"

COMMUNE 26, Chemin de Paradis

CODE 13500 MARTIGUES

POSTAL 13500 de rattachement postal (le cas échéant)

2. Tél. 42 30 68 38

Bureau AIX 1er Bureau Référence G/DF N° 193

3. de dépôt A MARTIGUES le 1er Mars 1989

Signature du demandeur

Demande à souscrire auprès du service hypothécaire compétent - L'imprimé doit être rempli, dans les cadres réservés en blanc, soit à la machine à écrire en frappe directe pages 1 et 2, (les pages 3 et 4 seront obligatoirement remplies par duplication carbonée), soit par des procédés modernes de reproduction ou des machines à impression automatique.

II. COÛT

- "demande principale"

- 60 F

- feuille(s) complémentaire(s)

nombre de personne(s) désignée(s)

x

F

nombre d'immeuble(s) désigné(s)

x

F

- frais de renvoi

- F

* En cas de demande sans désignation d'immeuble appliquer le tarif prévu par personne

TOTAL

- 60 F

dont règlement ci-joint

S
MS
Total

MODE DE PAIEMENT

- ☐ numéraire
☐ chèque bancaire, Trésor ou C.D.C.
☐ mandat ou virement postal
☐ utilisation du compte « usager habituel »

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

DEMANDE IRRÉGULIÈRE

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s)

☐ Texte non dactylographié

☐ Défaut d'établissement du second exemplaire

☐ Défaut d'indication de la nature du renseignement demandé

☐ Insuffisance de la désignation des personnes

☐ Insuffisance de la désignation des immeubles

☐ Défaut de paiement

☐ Demande non datée

☐ Demande non signée

A. _____ le _____
Le Conservateur.

☐

☐

☐

CERTIFICAT DU CONSERVATEUR

Dans le cadre de la présente demande, le Conservateur

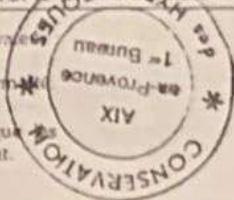
☒ certifie qu'il n'existe, dans sa documentation, aucune forme

☐ certifie qu'il n'existe, dans sa documentation, que les formalités indiquées dans l'état ci-joint.

État certifié à la date du 27 Mars 1989

A. _____ le 11 MAI 1989

Le Conservateur.



Signature du Conservateur

ARTICLE DIX SEPT
EXECUTION DU REGLEMENT DE COPROPRIETE

Ce règlement sera obligatoire pour tous les ayants droit des copropriétaires et rappelé dans tous les contrats d'aliénation qui seront consentis par les copropriétaires.

ARTICLE DIX HUIT
CAS IMPREVUS - DIFFICULTES

Les conditions de jouissance et de copropriété qui n'auraient pas été prévues au présent règlement seront réglées par la loi et les usages locaux, et spécialement par la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq et le décret du dix-sept mars mil neuf cent soixante sept, établissant le statut de la copropriété.

ARTICLE DIX NEUF
PUBLICITE FONCIERE

Le présent règlement de copropriété sera publié au premier bureau des Hypothèques d'Aix-en-Provence, conformément à la loi du dix juillet mil neuf cent soixante cinq, et aux dispositions légales portant réforme de la publicité foncière.

Il en sera de même de toutes modifications pouvant être apportées par la suite au présent règlement.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites le comparant fait élection de domicile à Aix-en-Provence, en l'Etude de Maître FOSSE, Notaire soussigné.

DONT ACTE, rédigé sur vingt et une pages.

Fait et passé à Aix-en-Provence,
En l'Etude de Maître FOSSE, Notaire soussigné,

L'an mil neuf cent soixante treize,
Le *Treize Juin*

Après lecture faite le comparant a signé avec le Notaire.

suivent les signatures de Monsieur ROYERE et Me J. FOSSE, notaire.

POUR EXPEDITION

Expédition photocopiée en vingt et une pages contenant dix sept barres dans cinq blancs, un renvoi, sans mot nul./.

PAGE N°
21



-6 JUL 1973